

# L'HEBDO QUI CLIC



Hebdomadaire électronique de l'Union des syndicats CGT du Havre

119 Cours de la République 76600 LE HAVRE – cgtlehavre.fr - 02 35 25 39 75



## POUR LE 09 AVRIL, PREPAREZ VOS PANCARTES !



31

Nouveaux syndiqués depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015

### Au sommaire du 19 mars 2015 :

- Action des retraités du 17 mars / Article paru dans la presse Havraise : Pages 2 à 4
- Greve interprofessionnelle du 09 avril / Tract intersyndicale Le Havre, Tract Ports et Docks, info qui clic : Pages 5 à 9
- Jules Guesde / Pétition de l'intersyndicale : Page 10
- Centre pénitentiaire de Saint Aubin / Tract CGT : Page 11
- LMcommunication / Urgence solidarité : Page 12
- Calendrier de formation syndicale 2015 CGT Le Havre : Pages 13 et 14
- L'heβδο pratic' : Pages 15 à 18



# La colère des aînés

« On est les sans-dents mais on a les crocs »

Quelques milliers de retraités ont défilé hier dans toute la France pour demander une amélioration de leur pouvoir d'achat, à l'appel d'une large intersyndicale.

Près de mille personnes à Marseille et à Paris, 650 à Lyon, un peu moins de 500 à Bordeaux, Nantes ou Toulouse... ont déploré le gel de leurs pensions dans des cortèges où les drapeaux de la CGT dominaient assez souvent.

A Paris, les retraités ont manifesté en début d'après-midi derrière une large banderole indi-

quant « les retraités disent non au plan d'austérité ! » « On a plein de raisons de manifester. Nos pensions sont bloquées, c'est inadmissible. En plus, on aide nos enfants, ça grève nos revenus », a déploré Claudine Villiers, retraitée d'EDF depuis 2007.

## Touraine se défend

Au même moment, à l'Assemblée nationale, la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine a déclaré que le gouvernement avait « pris des mesures » pour le pouvoir d'achat des personnes âgées, notamment avec une revalorisation du minimum

vieillesse et une prime exceptionnelle de 40 euros pour les revenus les plus faibles.

Mais à Lyon, René Sussato, 80 ans, retraité de la métallurgie, n'est pas concerné malgré une pension mensuelle de 1 315 euros seulement. « Je réclame un pouvoir d'achat qui me permettrait non pas d'acheter du cavariar tous les jours mais de pouvoir me soigner les dents, les yeux et l'audition », a-t-il dit.

Dans toute la France, le même slogan a résonné : « Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, cette société-là on n'en veut pas ». « Les retraités n'ont pas à faire les

frais de la crise. Les pensions de retraite, c'est le résultat de notre travail », a déclaré Georges Olivier de la CGT, porte-parole de l'intersyndicale (CGT, Solidaires, CFTC, FSU, Retraités de la fonction publique...) à Dijon.

## « On vit plus vieux, mais on vit mal »

Au-delà des pensions, les retraités demandent que la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement soit mise en œuvre en 2015 ainsi qu'un renforcement des services publics de santé. « On vit plus vieux, mais on vit mal. Et on est obligé d'aider les

jeunes générations (...) C'est souvent une seule petite retraite qui assure pour toute la famille », s'est plainte Annie Liot, 75 ans, retraitée de l'Éducation, interrogée dans le cortège bordelais.

Entre autres pancartes aperçues à Bayonne, où 200 personnes se sont mobilisées, celle d'une retraitée ironisait : « On est les sans-dents mais on a les crocs ! » Au moins 450 retraités se sont réunis à Rouen, 350 à Saint-Nazaire, près de 300 à Grenoble, 250 à Cherbourg et Limoges, 200 à Périgueux, 200 à Reims, 150 à Châlons-en-Champagne, 120 à Dijon.



# ► Social : ils réclament des « pensions décentes » pour tous

## Les retraités inquiets

### EN BREF



#### LES STATISTIQUES NATIONALES

Le niveau moyen des pensions est de 1 288 euros/mois. Le niveau de vie (patrimoine, biens immobiliers...) est de 1 662 euros/mois (1 645 euros pour la population totale). 8,4 % des retraités (surtout des femmes seules) vivent sous le seuil de pauvreté, soit 987 euros/mois. 7 % des retraités de moins de 70 ans reprennent un travail. Un chiffre en hausse de 50 % en 5 ans ! (Source INSEE 2012)

#### LES CHIFFRES DANS LA RÉGION

Environ 150 personnes rassemblées place Louis-Vitot, devant la maison des syndicats de Dieppe pour protester contre le pouvoir d'achat en baisse des retraités. À Évreux, près de 70 personnes se sont rassemblées devant la préfecture de l'Eure. Au Havre, 400 manifestants se sont retrouvés devant la sous-préfecture du Havre. La circulation du tramway a été interrompue entre la gare SNCF et la plage.

« Ma retraite, je l'ai gagnée, j'y tiens. Ensemble, défendons-la ». Les retraités de l'Eure, comme ceux de la Seine-Maritime, ont ressorti leurs banderoles revendicatives hier matin. Des manifestations qui faisaient écho au mouvement national. « Globalement, les retraités vivent de plus en plus mal, » affirme Patrick Hales, secrétaire départemental de l'Union syndicale des retraités CGT de l'Eure. Et d'énumérer : non-revalorisation des pensions, hausse des impôts, de nouveaux prélèvements à venir... Mais ce n'est pas fini ! Le syndicaliste dénonce également les problèmes d'accès aux soins en raison de la baisse du nombre de médecins, d'hôpitaux. « Il faut faire de plus en plus de kilomètres pour se soigner, peste-t-il. Des retraités font même le choix de ne pas se soigner du tout. »

CGT et de syndicats de retraités de la Fonction publique. « C'est clair et net, c'est une aussi une vérité : le gouvernement remet en cause tous les droits sociaux que nous avons pu acquérir à travers le code du travail, la loi Macron. Pour les retraités, cela se traduit par le blocage des retraites pendant deux ans, c'est la traduction de la politique d'austérité. On nous annonce que les retraites complémentaires ne seront pas honorées dans les années à venir, ainsi que la remise en cause du droit à la retraite à 60 ans, estime Monique 67 ans. Dès qu'on est handicapé, malade ou âgé, il n'y a rien ou pas suffisamment pour accueillir... Il faut des mois pour rentrer dans un Ephaad. À l'hôpital les personnels sont surbookés c'est une véritable remise en cause de tout ce qui est solidarité et service public. »

Chiffres à l'appui, Monique liste la baisse de son pouvoir d'achat : « On nous dit que les prix n'augmentent pas mais on est imposé maintenant sur la CSG, sur la RDS... Cela se traduit, pour moi, par 50 euros de moins par mois. Pour ma mère, c'est 30 euros et une diminution de son allocation logement de 20 euros. C'est dur. Je connais beaucoup de personnes âgées qui vivent très mal dans des maisons de retraite. Je connais des gens qui ont 900 euros pour vivre par mois, c'est très difficile... »

Tous dénoncent le fait que les pensions ne sont plus indexées sur les salaires, synonyme d'une baisse de pouvoir d'achat. Pour les représentants de l'Association des veuves et veufs de Seine-Maritime, la situation est souvent complexe, comme l'explique Nelly, une bénévole. « Il y a beaucoup de pudeur



Au cœur de la manifestation, les associations de veuves et veufs dénoncent les coupes dans leur pension (photo Boris Maslard)

autour de ces questions d'argent. Nous manifestons contre tout ce qui nous a été enlevé ces dernières années, notamment la demi-part fiscale qui a été supprimée. Nous payons des impôts supplémentaires, l'abattement pour personnes âgées aussi... Ou les pensions de réversion que l'on ne reçoit plus si l'on dépasse un plafond de revenu. On se trouve dans des situations difficiles avec des rappels d'impôts et des loyers et des charges qui augmentent. Nous avons des adhérents qui vivent avec 800, 900, 1 000 euros... On se prive de tout et même de nourri-

ture ! Oui, certaines font moins les courses, c'est flagrant. Elles ne veulent pas aller aux Restos du cœur, c'est une forme de pudeur mais ce n'est souvent pas tenable. »

Pour Martine, une autre retraitée de la Fonction publique « le gros minimum c'est 1 500 euros. Je pense aussi à mes enfants à leur avenir. Vivre décemment ce n'est pas payer des choses extraordinaires mais aussi pouvoir sortir, faire des choses intellectuellement plutôt que de finir comme ça... Sans rien. » Tous se donnent rendez-vous le

9 avril pour le grand rassemblement interprofessionnel et intergénérationnel contre l'austérité à Paris.

A. L.

a.lemarchand@presse-normandie.com

#### Sur le net



La vidéo de la manifestation de Rouen est à voir sur internet [paris-normandie.fr](http://paris-normandie.fr)

**« 900 EUROS PAR MOIS, C'EST TRÈS DIFFICILE POUR VIVRE ! »**

Dans l'Eure, l'un des départements les plus touchés par la désertification médicale, c'est encore plus vrai. « On a la chance, ironise Patrick Hales, que les retraités ne restent pas dans l'Eure. On compte seulement près de 120 000 retraités sur une population de 570 000 habitants. »

À Rouen, hier matin, ils étaient 450 manifestants rassemblés devant le Théâtre des Arts à l'appel de la







# 09 avril 2015

## GRÈVE ET MANIFESTATIONS POUR EN FINIR AVEC L'AUSTÉRITÉ

### Alors que :

- la situation pour des millions de salariés, retraités et privés d'emploi ne cesse de se dégrader.
- l'emploi du secteur public et du secteur privé est menacé.
- les richesses du travail servent à enrichir les plus riches.

Le gouvernement vient de faire le choix (en utilisant le 49-3) d'imposer la loi MACRON, dite « pour la croissance et l'activité » qui aura pour conséquences, si elle était appliquée, d'aggraver les inégalités.

En Seine-Maritime, les Unions Départementales CGT, FO, FSU et Solidaires ont décidé de répondre à l'appel national à la grève et aux manifestations.

### **Pour l'augmentation générale des salaires public / privé**

**L'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat est une nécessité sociale.** Nous revendiquons l'augmentation générale des salaires, de la valeur du point d'indice dans la Fonction Publique, des pensions et des minimas sociaux, pour en finir avec l'austérité imposée aux salariés alors que les grands patrons, les banques et les actionnaires du CAC 40 engrangent des milliards de profits.

**Il faut en finir avec le chômage et la précarité et donner une priorité à l'emploi avec un vrai contrat de travail et un vrai statut.** Ces emplois stables naissent de l'activité économique au service de la satisfaction des besoins de la population, et de l'existence de règles et de normes au plan national, européen et international.

### **Pour de véritables emplois**

### **Pour le retrait du projet de loi Macron**

**La Loi dite «Macron» a été adoptée en première lecture par le coup de force du 49-3.** Cette loi signifie des privatisations, la destruction du contrat de travail transformé en simple contrat individuel de gré à gré, la banalisation du travail dominical et du travail de nuit (en créant la notion de travail en soirée). Les prud'hommes déjà très attaqués seraient liquidés. Elle libéralise et flexibilise à outrance.

.../...

Toutes les attaques orchestrées par le gouvernement découlent du «pacte de Responsabilité». Ce pacte est financé par 50 Milliards d'Euros de réductions des dépenses publiques et sociales qui remettent en cause davantage encore les services publics, la protection sociale et détruisent massivement l'emploi dans le secteur privé au travers de la diminution de la commande publique. C'est aussi le sens de la réforme territoriale.

**Pour le retrait  
du pacte de  
responsabilité  
et du pacte  
d'austérité**

**Pour la  
défense  
du droit  
du travail**

Après l'échec des négociations sur la «modernisation» du dialogue social, Manuel Valls entend légiférer. S'il allait jusqu'au bout, cela constituerait un 49.3 social. Nous ne pouvons accepter la remise en cause des IRP, (Institutions Représentatives du Personnel), en particulier avec la disparition des CHSCT par un regroupement des instances dans des DUP (Délégation Unique du Personnel).

La mise en place de la réforme territoriale et des Métropoles se fait pour accompagner les politiques d'austérité menées en France et en Europe.

Dans cette logique libérale, le maintien et les développements des services publics ne sont pas une priorité avec notamment la fusion et la disparition de certains services.

**Pour le  
développement  
des services  
publics**

**TOUS EN GRÈVE**

**POUR :**

- **En finir avec l'austérité.**
- **L'augmentation générale des salaires.**
- **La création massive d'emplois.**
- **Pour le développement des services publics.**
- **Le retrait du projet de loi Macron et du pacte de responsabilité.**

**MANIFESTATIONS LE HAVRE**

Plusieurs cortèges et départs différents à 09h30 dont :

- ⇒ Dresser (Entreprises du privé),
- ⇒ Jardins de l'Hôtel de Ville pour les Services Publics,
- ⇒ Franklin pour les retraités et individuels,
- ⇒ Un ou plusieurs départs des Ports et Docks,

***Convergences des cortèges vers la Sous-Préfecture à 10h30***

## ATELIER BRICOLAGE

Suite à la décision de notre CE et dans le cadre de la préparation de la journée de grève interprofessionnelle et intersyndicale du 09 avril, **nous convions les membres du Collectif CONQUETE ainsi que tous militants disponibles**, à assister à un

**« ATELIER BRICOLAGE »**

**Mardi 24 mars à 14 h 00 à l'UL**

Il est dans l'idée de fabriquer des banderoles, croix, piquets, cercueils et tout ce qui pourra faire que

*le 09 avril soit*



**Nous comptons sur vous.... et sur vos idées !**



# Dénonçons la régression sociale

## MOBILISONS-NOUS LE 09 AVRIL 2015

### Opposons-nous à l'austérité

Le gouvernement, toujours plus asservi aux désirs du patronat et de la finance, tente de faire passer en force un projet de loi (loi Macron) totalement libéral :

- Remise en cause des IRP et de leur rôle au sein des entreprises.
- Généralisation du travail du dimanche et du soir (*le gouvernement tente de nous leurrer en nous faisant croire que cela ne se fera que sur la base du volontariat et avec majoration*). Où est la place de la famille dans une telle disposition ?
- Modification du fonctionnement des instances prud'homales pour toujours rendre plus difficile l'accès à la justice pour les travailleurs bafoués de leurs droits par les patrons.
- Facilitation des procédures de licenciements pour les employeurs. Création des salariés « kleenex » : on les utilise et on les jette dès qu'on en a plus besoin.

Après le CICE, le pacte de responsabilité, la réforme des retraites, on essaie de nous faire croire que toutes ces mesures ont pour but de relancer la croissance, il n'en est rien : leur seul but est la recherche de profits qui ne serviront qu'à garnir toujours plus le porte-monnaie des actionnaires.



- ➔ Les dividendes des actionnaires sont toujours plus importants (3,7 milliards d'euros) alors que les entreprises refusent la moindre augmentation de salaire ➔ avec un triste record du nombre de chômeurs (+ 5 millions).
- ➔ Les prestations sociales sont de plus en plus réduites (santé, retraite, chômage,...).
- ➔ Des licenciements à ne plus pouvoir les compter, même dans des entreprises qui font des profits.

Face à ce risque de recul social majeur, pour une meilleure répartition des richesses et pour faire aboutir nos revendications :

- ✓ pour la réduction du temps de travail,
- ✓ pour la création d'emplois,
- ✓ pour l'amélioration des conditions de travail,
- ✓ pour l'augmentation des salaires,

**la Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T.  
appelle l'ensemble de ses branches corporantes**

**à observer un arrêt de travail de 24 heures**

**le JEUDI 09 AVRIL 2015**

afin de participer à la manifestation qui aura lieu à Paris  
Place d'Italie à partir de 13 heures

ainsi qu'aux manifestations qui auront lieu dans les territoires.

- ⇒ La Fédération vous informera des modalités pratiques de la manifestation parisienne dans les meilleurs délais. **Tenez informée la Fédération de la participation de votre syndicat à la mobilisation sur Paris.**

**Tous unis, combatifs et solidaires**  
**au sein de la Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T.**

Recevez, Chers Camarades, notre salut fraternel et syndicaliste.

**Le Secrétariat**

# JULES GUESDE : DES MOYENS POUR L'ECOLE !

Depuis plusieurs années, la situation de l'école se dégrade.  
Les moyens diminuent à mesure que les difficultés du quartier s'accroissent.  
Les violences se multiplient, jusqu'à devenir quotidiennes et répétées.

Pour permettre aux enseignants d'exercer leur métier,  
Pour offrir aux élèves des conditions d'apprentissage décentes,  
Les enseignants, soutenus par les organisations syndicales, demandent :

- que les mesures MDPH deviennent effectives pour les enfants notifiés
- que le RASED soit complété à hauteur des besoins
- des personnels de santé, formés, pour la prise en charge des enfants qui le nécessitent
- des éducateurs spécialisés qui puissent intervenir efficacement au quotidien
- la division de l'école en deux écoles distinctes comprenant l'intégralité des cycles 2 et 3 chacune, sur la base d'une révision de la sectorisation scolaire

Nom	Adresse / Ville	Signature



**Pétitions à retourner à la  
CGT-Educ'action - 119 cours de la République - 76600 Le Havre**





## Vendredi 13, 14ème Agression sur personnel au centre pénitentiaire du Havre

Vendredi 13 mars à 15H30 lors de la remontée de promenade côté droit de la maison d'arrêt.

Le surveillant positionné dans le SAS promenade ouvre la grille côté cour, quatre détenus sortent et vont jusqu'à la porte du bâtiment, l'un des quatre fait demi tour pour retourner dans la cour de promenade afin de récupérer du tabac sur une cellule du Rez De Chaussée.

Le surveillant lui refuse l'accès à la promenade et lui demande de réintégrer le bâtiment, le détenu essaye de forcer le passage, l'agent appelle aussitôt le gradé par téléphone pour lui rendre compte que le détenu ne veut pas sortir du SAS mais n'a pas eu le temps.

C'est à ce moment que le détenu s'emporte contre le surveillant, l'agent le repousse afin de garder une distance de sécurité, puis le détenu agrippe le surveillant au niveau du col, la force strictement nécessaire est alors utilisée par l'agent afin maîtriser le détenu. Les renforts sont vite arrivés et le détenu maîtrisé puis emmené au quartier disciplinaire.

Durant toute l'intervention, il a insulté et menacé l'agent victime de cette agression, mais aussi l'ensemble des renforts.

Bien heureusement, aucun dommage corporel n'est à déplorer.

La question à se poser est : « que font nos dirigeants ? », car au centre pénitentiaire du Havre, cela fait la 14ème agression sur personnel depuis le début de l'année.

Le bureau local CGT demande une sanction exemplaire suivi d'un transfert disciplinaire.

Le bureau local CGT félicite le professionnalisme des agents.

La CGT Pénitentiaire  
continuera de se battre dans l'intérêt des personnels

St Aubin Routot, le 13/03/2015.  
Le bureau local CGT

CENTRE PENITENTIAIRE DU HAVRE  
Section CGT  
Route départementale 6015  
B.P. 10000 76430 SAINT-AUBIN-ROUTOT  
Tél. : 02 76 89 81 56

**URGENCE  
SOLIDARITÉ !!**



**Communication**

*Chers camarades,*

Comme vous l'avez peut-être appris par les médias ou le bouche à oreille, notre entreprise LM Communication a été entièrement dévastée par un incendie le mardi 10 mars vers 17h30.

Bien heureusement nous n'avons à déplorer aucune victime parmi notre équipe et chez les pompiers.

Par contre les machines, nos bureaux et notre stock sont entièrement détruits.

Toute l'équipe LM Communication s'est remise au travail dès mercredi pour réaménager de nouveaux bureaux qui ont été mis à notre disposition par la municipalité de Saint-Étienne-Rouvray. Nous lui adressons un grand merci, puisque depuis cette catastrophe Mr le Maire, son premier adjoint et les services municipaux sont à nos côtés.

Depuis mardi soir, nous recevons des centaines de SMS, appels téléphoniques et email auxquels il est difficile de répondre étant très occupé avec les nombreux rendez-vous assurances, experts...

En plus des bureaux, nous venons de trouver un nouvel atelier et dès aujourd'hui les bons de commandes ont été lancés pour l'achat de tout notre parc de machines.

Les premières machines devraient arriver chez nous rapidement.

Beaucoup d'entre vous, à travers leurs messages nous propose d'envoyer de l'argent par des collectes qui sont organisées, nous vous en remercions !

Mais nous avons une réputation de courage dans notre travail et de sérieux  
et **c'est seulement par notre travail que nous voulons nous en sortir !**

**C'est pourquoi nous vous appelons tous à la solidarité  
en nous faisant travailler en anticipant peut-être vos commandes.**

Bien entendu pendant quelques semaines, nous seront un peu moins réactif qu'à l'habitude,  
mais je pense que vous le comprendrez tous.

Dès mercredi, le lendemain de notre incendie des "Vautours" ont commencé à dire à certains d'entre vous  
que nous étions définitivement fermés et que vous ne seriez jamais livrés.

Ces paroles de charognards sont des mensonges !

Il n'en est rien

En vous connectant tous les 2 jours sur notre site [www.LMcommunication.com](http://www.LMcommunication.com), vous aurez les informations de l'évolutions de la situation de notre entreprise, et vous verrez que grâce à tous les salariés et la direction de la société LM Communication que ces propos sont des mensonges (l'heure n'est pas à la polémique, mais à se remettre au travail).

Malheureusement tous les jours dans notre pays de nombreuses entreprises ferment.

**ce ne sera pas le cas de la société LM Communication** si nos fidèles clients restent à nos côtés.

Encore une fois merci à tous !

**ON LACHE RIEN !**

Patrick Marais

au nom de toute l'équipe LM Communication

ps : voici notre nouvelle adresse

LM Communication - 125 rue de Paris - 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray

**Si vous avez des affaires en cours avec nous merci de prendre contact rapidement  
au 02 32 18 07 70 ou [contact@LMcommunication.com](mailto:contact@LMcommunication.com)**



# PLANNING

## "formation syndicale"

### Programme Formation Syndicale 2015

#### Union des Syndicats CGT du Havre

#### Février

4 au 6 ⇒ Rédiger un Tract /  
Communication / Prise de Parole

#### Octobre

05 au 09 ⇒ Formation Formateurs

12 au 16 ⇒ CHSCT

#### Mars

09 au 13 ⇒ Niveau 2\* (1<sup>ère</sup> semaine)

16 au 20 ⇒ Niveau 1

23 & 24 ⇒ Délégué du Personnel

26 & 27 ⇒ Accidents du travail /  
Maladies Professionnelles (ATMP)

#### Novembre

13 ⇒ Représentativité/Protocole Accord

19 & 20 ⇒ (Accidents du travail /  
Maladies Professionnelles (ATMP)

26 & 27 ⇒ Délégué du Personnel

#### Avril

10 ⇒ Représentativité/Protocole Accord

16 & 17 ⇒ Feuille de paie – protection  
sociale

20 au 24 ⇒ ECO-CE\*

#### Décembre

30/11 au 04/12 ⇒ Niveau I

date à définir ⇒ Feuille de paie/  
protection sociale

#### Juin

01 au 05 ⇒ Niveau I

15 au 19 ⇒ Niveau 2\* (2<sup>ème</sup> semaine)

#### Réunion Collectifs «Formation syndicale»

Collectif UL Le Havre : 19 février / 05 mai

Collectif départemental : dates à définir

\*Organisé par l'UD

Coût des modules : 40 € par stagiaire (repas compris)

Coût Niveau 1 & 2/CHSCT (Fonction Publique) : 100 € par stagiaire (repas compris)

Le coût n'est pas un frein à la formation des syndiqués,

l'UL pourra subvenir au cas par cas si le syndicat ne peut prendre en charge.

## **Demande de congé de formation économique, sociale et syndicale par le salarié.**

La demande de congé est à adresser, à votre employeur, 30 jours à l'avance.

Vous devez vous assurer que votre demande a bien été reçue, soit par un récépissé de son dépôt, soit en l'envoyant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le congé de formation économique, sociale et syndicale, est accordé sur demande des salariés. Il est de droit, sauf si l'employeur estime, après avis de comité d'entreprise, que l'absence est préjudiciable à la production et à la bonne marche de l'entreprise.

Tout refus doit être motivé et notifié à l'intéressé dans les huit jours.

Les modalités de compensation du salaire pendant le congé de formation économique, sociale et syndicale ont changés car la Loi n° 2014-288 a abrogé le 0.08/1000 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015. La compensation du salaire devant maintenant se faire à partir des fonds reversés aux organisations syndicales de salariés par un fond paritaire de financement du paritarisme.

Ce fond doit être opérationnel au 1<sup>er</sup> semestre 2015. Le ministère du travail nous dit travailler à légiférer pour instaurer une subrogation du salaire pendant le congé de formation syndicale. L'employeur devra se faire rembourser par les organisations syndicales. Ce système existe pour les conseillers prud'homaux lorsqu'ils interviennent aux prud'hommes et les entreprises sont remboursées par l'Etat.

L'employeur ne peut donc pas refuser votre demande de congé de formation économique, sociale et syndicale pour ce motif (voir ci-dessous). Il doit également vous maintenir votre salaire dans l'attente des modalités de remboursement qui seront mises en place par le conseil d'administration du fond paritaire. Cela était obligatoire jusqu'au calcul de fin d'année du 0.08/1000 de la masse salariale avec le précédent dispositif. L'attente d'un semestre maximum pour le remboursement de votre absence ne pourra pas être un argument défendable dans une procédure prud'homale en référé.

.....

### Modèle de demande de congé de formation économique, sociale et syndicale :

Nom, prénom

Adresse

Monsieur le Directeur,  
Société (nom)  
Adresse

A ....., le .....2015.

Objet : demande de congé de formation économique, sociale et syndicale

Monsieur le Directeur,

Conformément aux articles L. 3142-7 ; L. 3142-8 ; L. 3142-9 ; L. 3142-10 ; R. 3142-1 du code du travail, j'ai l'honneur de vous demander l'autorisation de m'absenter de l'entreprise du ( préciser les dates de début et de fin de stage ), en vue de participer à un stage de formation économique, sociale et syndicale, organisé par « La formation syndicale CGT » (ou l'institut de...) qui est un organisme agréé.

Je vous rappelle que la procédure de remboursement du salaire pendant ce congé est en cours d'adoption à l'occasion de la mise en place du fonds paritaire devant être effective avant la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2015.

Mon salaire sera donc maintenue jusqu'à la fin de sa subrogation.

Dans l'attente d'une réponse favorable, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Signature



# l'hebdo pratique

**Des liens, des infos, des blogs :**

**La rubrique interactive de l'hebdo !**

**Interpellations en Picardie : le clan néonazi était très organisé**

<http://www.courrier-picard.fr/region/interpellations-en-picardie-le-clan-neonazi-etait-tres-ia0b0n533275>

**Coup de filet dans l'ultra-droite en Picardie : trois mises en examen**

<http://www.leparisien.fr/lille-59000/coup-de-filet-dans-l-ultra-droite-en-picardie-trois-mis-en-examen-11-03-2015-4595111.php>

**Nasser Mansouri nous explique le coût du capital**

Ce n'est pas le travail qui coûte cher mais la rémunération du capital Contrairement à ce que prône le patronat... <https://www.youtube.com/watch?v=4tKs0Ac3p1k>

**Résultats des élections professionnelles du 10 mars à la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) du Havre :**

Délégués du Personnel Employés	Titulaires	Suppléants
<b>CGT</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
CFDT	1	1
Délégués du Personnel Cadres	Titulaires	Suppléants
<b>CGT</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
CFDT	2	1

Comité d'Entreprise Employés	Titulaires	Suppléants
<b>CGT</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
CFDT	1	1
Comité d'Entreprise Cadres	Titulaires	Suppléants
<b>CGT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
CFDT	1	1



Chers Amis et Camarades,  
Nous vous appelons à venir nombreux commémorer officiellement le 19 mars 1962 en participant à la cérémonie qui se déroulera :

**JEUDI 19 MARS 2015 à 17h**

**au monument aux morts**

(Place du Gal de Gaulle au Havre)

**LE 19 MARS**  
anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie

**L'ARAC APPELLE**

tous les Anciens Combattants et Vétérans de Guerre et la population à se rassembler devant le monument aux morts

- Pour le souvenir et l'hommage aux défunts,
- Pour le défilé des drapeaux nationaux dans l'esprit des principes de « l'Hex ».
- Pour la Paix et l'Amitié entre les peuples.

**PARTICIPEZ AUX CÉRÉMONIES LOCALES ET DÉPARTAMENTALES**  
République Algérienne - Anciens Combattants et Vétérans de Guerre (ARAC)



Le 10 mars 2015

## **Aux syndicats CGT utilisateurs de bureaux à Franklin**

Chers camarades,

Des travaux de désamiantage vont être prochainement réalisés dans l'enceinte de Franklin.

Les bureaux du 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étage (côté CGT) doivent être libérés courant avril et seront indisponibles pour une période pouvant aller jusqu'à 5 semaines.

**Nous vous demandons de vous rapprocher de Philippe TINEL, gardien de Franklin pour les modalités de confinement de votre bureau.**

Le bureau de l'UL CGT du Havre



PRINTEMPS  
ÉTÉ  
AUTOMNE

# LOCATIONS FRANCE 2015



CAMPAGNE



MONTAGNE



MER





Voyages - Locations - Loisirs - Sorties - Sport - Culture - Noël

Le droit aux loisirs et aux vacances pour tous



## Voyages

Séjours  
Circuits  
Croisières  
Départs de Paris  
et aéroports régionaux

## Locations

Nombreuses destinations  
Chalets & Mobil-Homes  
Mer / Montagne / Campagne  
Village de vacances  
demi-pension & pension complète



## Billetterie

Parcs d'attractions  
Piscines  
Cinémas  
Autres

## Spectacles

Arbre de Noël  
Docks océane Le Havre  
Zénith de Rouen  
Zénith de Caen

